
L'Iran : exportateur de gaz ?

Clément Therme

Mars 2008



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au coeur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN: 978-2-86592-266-6
© Tous droits réservés, Ifri, 2008

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15
TÉL. : 33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES
RUE MARIE-THÉRÈSE, 21
1000 - BRUXELLES, BELGIQUE
TÉL. : 00 + (32) 2 238 51 10
Email : info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Résumé

En 2006, l'Iran dispose des secondes réserves prouvées au monde pour le pétrole (soit 137 500 millions de barils) et le gaz (28 130 milliards de mètres cubes)¹. L'Iran n'est cependant que le quatrième producteur mondial de pétrole avec 3,9 millions de barils par jour (b/j) et le quatrième producteur mondial de gaz naturel avec 105 milliards de mètres cubes (m³) par an². Les exportations pétrolières iraniennes risquent en outre de fortement diminuer à moyen terme si la consommation interne continue d'augmenter. En raison d'une capacité de raffinage insuffisante, l'Iran importe 40 % de ses besoins en essence, ce qui rend le pays dépendant de fournisseurs étrangers³. La politique gazière de Téhéran s'explique par la volonté des dirigeants iraniens de se prémunir contre toute tentative d'interruption des livraisons d'essence. En effet, celle-ci pourrait être utilisée comme un moyen de pression sur les autorités iraniennes afin qu'elles infléchissent la politique nucléaire du pays. En conséquence, l'Iran s'efforce, sur le plan interne, de promouvoir l'utilisation du gaz en remplacement des produits pétroliers.

Il existe en Iran un débat interne sur la définition des priorités gazières du pays. Il s'agit de savoir si l'Iran doit privilégier l'utilisation du gaz pour sa consommation interne, les injections dans les champs de pétrole ou enfin les exportations. Dans tous les cas, d'importants investissements étrangers seront indispensables pour réaliser l'objectif que se sont fixé les autorités iraniennes de devenir le troisième producteur mondial de gaz d'ici dix ans. Le débat interne n'est pas tranché sur le moyen privilégié d'exportation du gaz par gazoduc ou par tankers (gaz naturel liquéfié, GNL). Toutefois, il semble que l'option GNL ne puisse devenir réalité qu'avec l'aide de grandes sociétés internationales. Enfin, l'augmentation des exportations gazières iraniennes dépendra de l'arbitrage politique interne mais aussi, et surtout, de l'augmentation significative des investissements étrangers, qui devraient permettre à la production d'augmenter plus vite que la consommation interne. Pour l'instant, l'Iran a interrompu, en janvier 2008, ses exportations de gaz vers la Turquie (20 millions de m³ par jour) afin d'assurer l'approvisionnement gazier du pays perturbé par un hiver rigoureux et

¹ « BP Statistical Review of World Energy », juin 2007, p. 6.

² *Ibid.*, p. 24 ; la consommation interne de gaz est de 107,2 milliards de m³ par an.

³ Sur ces questions pétrolières, voir D. Bauchard et C. Therme, *L'Iran, une puissance énergétique (ré)émergente*, Paris, Ifri, « Note de l'Ifri », septembre 2007.

l'interruption des livraisons de gaz turkmènes. Ces dernières, qui ne représentent que 23 millions de m³ par jour, sont néanmoins très importantes pour l'approvisionnement des régions du nord de l'Iran éloignées des champs gaziers situés au sud du pays.

Sommaire

INTRODUCTION	4
LES DÉBATS INTERNES SUR L'UTILISATION DU GAZ	6
La gestion politique de la consommation intérieure	6
L'organisation administrative du secteur gazier.....	12
Les questions de l'investissement et de l'accès de l'Iran à de nouvelles technologies	14
LES RELATIONS GAZIÈRES ENTRE L'IRAN ET SES VOISINS	17
L'enjeu énergétique dans la relation russo-iranienne	17
Les relations gazières avec la Turquie et l'Arménie	19
Obstacles au projet de « gazoduc de la paix »	21
VERS DES EXPORTATIONS DE GAZ IRANIEN VERS L'UE ?	23
Le point de vue iranien.....	23
Divisions européennes	24
CONCLUSION.....	28

Introduction

Le gaz est une matière première qui ne s'échange sur les marchés régionaux que depuis une trentaine d'années. Pourtant, force est de constater que l'Iran a été l'un des premiers pays de la région à en produire et à en exporter. En effet, les exportations de gaz iranien en direction de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) commencent dès le début des années 1970. Il s'agissait d'un échange (*swap*), c'est-à-dire que l'URSS était un intermédiaire dans la vente de gaz iranien aux pays européens. L'URSS était intéressée par le gaz iranien pour deux raisons. Tout d'abord, ce gaz était destiné à des régions (Azerbaïdjan et Asie centrale) plus proches des champs iraniens que des champs soviétiques, situés principalement au nord-est des montagnes de l'Oural. Ensuite, l'opération était très rentable puisque le gaz iranien était troqué contre la construction d'une aciérie à Ispahan et la livraison de matériels militaires, alors que les Soviétiques vendaient à un prix plus élevé le gaz aux pays européens. Les livraisons de gaz associé à l'URSS concernaient de faibles quantités et ont été interrompues une première fois⁴, en 1979, en raison des grèves qui se multiplient dans l'effervescence révolutionnaire. En mars 1980, les livraisons de gaz iranien s'arrêtent définitivement, en raison d'un différend soviéto-iranien sur les prix du gaz, lié à l'intransigeance des révolutionnaires iraniens. Ceux-ci craignent en effet que la poursuite de cette coopération énergétique ne renforce leur dépendance vis-à-vis de Moscou⁵. Pour les pays européens, acheter du gaz iranien constituait, d'un point de vue politique, le bon choix, puisque cela leur permettait de réduire leur dépendance vis-à-vis des approvisionnements soviétiques. La situation s'est aujourd'hui inversée et acheter du gaz à l'Iran est devenu une question politique sensible.

Le développement du secteur gazier en Iran s'accélère avec la découverte de champs gaziers dans les années 1980. Par exemple, le champ de South Pars représente à lui seul 50 % des réserves gazières iraniennes⁶. Celui-ci a été découvert en 1970 alors

Clément Therme, doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales et à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève, est assistant de recherche au centre Moyen-Orient/Maghreb de l'Ifri.

⁴ Entretien avec un responsable de Gaz de France, Paris, décembre 2007.

⁵ Voir Z. Khalilzad, « Soviet Dilemmas in Khomeini's Iran », in B. M. Rosen, *Iran since the Revolution. Internal Dynamics, Regional Conflict, and the Superpowers*, Boulder, Columbia University Press, New York, 1985, p. 120

⁶ Soit 7 à 8 % des réserves gazières prouvées mondiales.

que sa mise en exploitation date de l'an 2000. Mais ce développement n'a, jusqu'à présent, pas permis à l'Iran de devenir l'un des acteurs gaziers principaux, que ce soit sur le marché régional ou international. Ce sous-développement du secteur gazier se traduit d'ailleurs, chaque hiver, par l'incapacité de l'Iran à satisfaire la demande interne ainsi que ses engagements comme exportateur vis-à-vis de la Turquie ou de l'Arménie. Il s'agira, au cours de cette étude, de s'interroger sur les origines des difficultés de l'Iran à augmenter sa production de gaz et à respecter ses engagements s'agissant des exportations vers des pays tiers.

On étudiera d'abord les choix politiques des dirigeants iraniens concernant la situation gazière interne, avant d'envisager la politique gazière de l'Iran vis-à-vis des pays voisins. Dans une troisième partie, nous verrons quelles sont les perspectives d'exportation vers l'Europe, et nous tenterons de répondre à la question plus large de savoir dans quelle mesure les pays importateurs peuvent faire confiance aux capacités d'exportation iranienne sur le court, moyen et long termes.

Les débats internes sur l'utilisation du gaz

La gestion politique de la consommation intérieure

Les autorités iraniennes ont lancé, à l'automne 2007, une campagne médiatique à destination des ménages iraniens afin de les inciter à limiter leur consommation énergétique en général, et de gaz en particulier. Le slogan de la campagne s'intitule : « il faut être économe dans l'intérêt national ». Il existe en effet, en Iran, un gaspillage énergétique important lié au faible coût de l'électricité ou du gaz⁷. Malgré l'instauration d'un prix exponentiel au-delà d'un certain seuil de consommation, il ne semble pas que celle-ci ait baissé de manière significative. Il est indispensable pour les autorités de contrôler la consommation, car elles sont de plus en plus souvent contraintes de recourir à des coupures de gaz, destinées aux particuliers ou à l'industrie, afin de maintenir la pression dans les gazoducs. Ces coupures sont aussi liées à une mauvaise gestion d'une consommation interne qui varie selon les périodes de l'année. Les retards pris dans les projets de stockage du gaz – qui permettrait de compenser la hausse de la consommation gazière en hiver – sont exclusivement liés à des questions de management interne. La constitution d'une capacité de stockage de gaz par l'Iran est en effet possible sans investissement étranger. En janvier 2008, les coupures de gaz se sont multipliées dans le Nord et l'Ouest du pays mais également – bien que dans une moindre mesure – à Téhéran. La chute des températures et la suspension des exportations de gaz turkmènes vers l'Iran ont obligé le gouvernement à déclarer plusieurs jours de congé exceptionnels, en janvier, pour faire baisser la consommation de gaz et éviter des coupures de plus grande ampleur à Téhéran⁸. Cette consommation a atteint un record historique⁹, le

⁷ La consommation gazière d'un ménage iranien de quatre personnes représente un coût de 2 \$ pour 6 semaines.

⁸ Voir « Ofte fechâr gâz dar teherân », (« Baisse de la pression du gaz à Téhéran »), *Etemad*, 8 janvier 2008.

11 janvier 2008, avec un pic à 460 millions de m³. On observe ainsi, en janvier 2008, une interruption partielle, puis totale, des exportations de gaz vers la Turquie (20 millions de m³ par jour)¹⁰ alors que, dans le même temps, les importations du Turkménistan (23 millions de m³ par jour) ont été interrompues. Celles-ci représentent 5 % de la consommation iranienne, soit environ 8 milliards de m³/an, en 2007, au lieu des 14 milliards de m³ par an prévus par l'accord bilatéral. Les responsables de la société nationale du gaz d'Iran affirment que le Turkménistan utilise cette coupure comme un moyen d'obtenir une nouvelle augmentation du prix du m³ de gaz¹¹ alors que le gouvernement turkmène invoque des raisons « techniques¹² ». Suite à une diminution des exportations de gaz turkmène vers l'Iran pendant l'hiver 2006-2007, l'accord de 2005 – qui prévoyait des exportations de gaz turkmène pour une durée de 25 ans – a été renégocié, incluant une augmentation du prix du gaz. Ce dernier accord dispose qu'aucune augmentation de prix n'est possible pendant trois ans ; après cette période, toute augmentation de prix implique un doublement de la quantité de gaz fourni par le Turkménistan à l'Iran. En janvier 2008, les responsables iraniens ont déclaré que la rupture des livraisons constituait une violation de l'accord par la partie turkmène, et ont menacé de ne plus négocier avec ce pays¹³. Le Turkménistan ne semble néanmoins pas prêt à reprendre rapidement les exportations de gaz vers l'Iran, car ce gaz est désormais vendu deux fois plus cher à l'entreprise russe Gazprom et la Chine a proposé de l'acheter à 195 dollars les 1 000 m³ (il faut inclure dans ce prix 50 dollars pour le transport¹⁴). Cette coupure de gaz démontre la puissance de Gazprom, qui manifeste ainsi son pouvoir de dissuasion – lequel pourrait être à nouveau utilisé dans la perspective de mise en œuvre de projets d'exportation de gaz turkmène vers les pays de l'Union européenne (UE), *via* l'Iran. Afin de limiter les risques d'interruption des livraisons

⁹ La production étant de 455 millions de m³, selon les chiffres officiels. Voir « Sâderat-e gâz be torkiye az sar gerefte nemishavad » (« Les exportations de gaz vers la Turquie ne reprennent pas »), *Etemad-e melli*, 13 janvier 2008.

¹⁰ Le gaz est vendu 300 \$ les 1000 m³ par l'Iran à la Turquie, ce qui rend les importations iraniennes du Turkménistan très rentables. De même, des livraisons vers la Turquie avaient été interrompues en février 2007 afin de satisfaire la demande interne.

¹¹ Le prix, qui a été négocié, est de 75 \$ les 1000 m³ jusqu'en 2024. Les autorités turkmènes veulent faire payer à l'Iran 140 \$ les 1000 m³. Voir « Torkmenestan gâz râ do barâbar moforushad » (« Le Turkménistan double le prix du gaz »), *Kârgozarân*, 13 janvier 2008.

¹² Voir « Tâmin gâz dar ta'likh », (« Suspension des approvisionnements de gaz »), *Etemad-e melli*, 2 janvier 2008.

¹³ Voir, « Ehtemal-e qat'e gâz dar pâitakht », (« Probabilité d'une coupure du gaz dans la capitale »), *Etemad-e melli*, 7 janvier 2008. Des négociations irano-turkmènes se sont tenues au Turkménistan en décembre 2007. Le négociateur iranien, Ali Kordan, est resté inflexible sur la question du prix provoquant l'échec des négociations. Voir sur cette question, entretien avec un expert énergétique, Téhéran, janvier 2008.

¹⁴ Voir Thierry Kellner, « La Chine face à l'Asie centrale : une irrésistible montée en puissance », *Journal of International and Strategic Studies*, n°1, mars 2008, p. 9

de gaz à des pays tiers, le ministère du Pétrole iranien a proposé, en janvier 2008, un nouveau contrat type prévoyant des exportations neuf mois sur douze. Compte tenu de la hausse de la consommation interne de décembre à février, il s'agirait de suspendre contractuellement les exportations pendant cette période. Toutefois, les responsables iraniens ne semblent pas prêts à faire de concessions concernant le prix de vente du gaz, rendant peu probable l'acceptation de ce nouveau type de contrat par des pays tiers.

Par ailleurs, la gestion politique de la consommation semble confuse. D'un côté, le président s'est fait élire sur un programme populiste affirmant que les ressources gazières n'étaient destinées qu'à la consommation interne, sans mettre en avant les bénéfices de coopérations énergétiques avec des sociétés étrangères. De l'autre, le coût élevé des subventions énergétiques, qui grèvent le budget officiel, l'a conduit à plus de réalisme. C'est ainsi qu'un plan de réduction de la consommation gazière a été évoqué¹⁵ à la veille de l'hiver 2007-2008, afin d'assurer les exportations de gaz vers la Turquie et de maintenir les injections de gaz dans les champs d'hydrocarbures. À partir d'octobre 2007, les déclarations des responsables énergétiques iraniens se sont multipliées afin d'appeler les industriels et les particuliers à faire des économies. Selon le ministre du Pétrole Nozari, « une augmentation de 10 % de la consommation gazière interne équivaut au budget nécessaire à la réalisation de deux projets gaziers à South Pars¹⁶ ». Toutefois, l'ensemble des experts s'accorde à dire que la part du gaz dans l'assiette énergétique va s'accroître très fortement dans les prochaines années. Le gaz représentait 48,6 % du total en 2004, soit un peu moins que le pétrole (49,5 %)¹⁷. En effet, des préoccupations environnementales ainsi que l'incapacité du secteur du raffinage à couvrir les besoins du pays en essence ont conduit l'Iran à mettre en place une politique de substitution de la consommation pétrolière par des produits gaziers¹⁸. Cette stratégie vise en particulier le secteur automobile. Par exemple, sur les 2,8 millions de véhicules qui circulent chaque jour à Téhéran, 80 % sont considérés comme polluants et 20 % comme propres¹⁹. Il s'agit donc, pour les autorités nationales et municipales, de promouvoir l'utilisation de gaz naturel

¹⁵ Il s'agirait notamment d'augmenter les prix pour les gros consommateurs et d'envoyer une facture mensuelle, au lieu d'une toutes les six semaines. Le directeur général de la société nationale du gaz, Seyed Reza Kassaizadeh, a aussi déclaré dans *Keyhan*, le 29 octobre 2007, que l'application de ce plan dépendrait du volume de la consommation de gaz pendant l'hiver.

¹⁶ Cité par *Iran News*, 3 novembre 2007.

¹⁷ Le charbon représentait 0,7 %, l'hydroélectrique 0,6 % et 0,5 % pour l'énergie combinée et à partir de déchets. Source : OCDE/AIE, 2006.

¹⁸ Le ministre du Pétrole a déclaré, le 14 novembre 2007, lors de son entrée en fonction qu'« il s'efforcera de fonder le développement du pays sur le gaz au lieu du pétrole ».

¹⁹ Estimations du responsable du Centre de contrôle de la qualité de l'air de Téhéran, Amir-Ali Mansouri, cité par *Hamshari*, 28 novembre 2007. Cette source iranienne ne définit pas la nature du polluant.

comprimé, moins polluant que l'essence. Cette politique permet surtout d'éviter l'aggravation de la pollution atmosphérique, qui s'accroît en parallèle avec l'élargissement du parc automobile²⁰.

Tableau 1. Ratio individus/voiture, comparaison par pays

Iran	15
Turquie	9,8
Corée du Sud	8,2
Émirats arabes unis	5,7
Arabie Saoudite	5,6
Grande Bretagne	2,1
Union européenne (moyenne)	2,0
Japon	1,9
Allemagne	1,8
Canada	1,8
États-Unis	1,2

Source : Iranian Ministry of Industries and Mines, 2007

Le potentiel de développement du marché automobile iranien est en effet très important, puisqu'on compte aujourd'hui seulement une voiture pour 15 personnes. La production nationale – en partenariat avec des entreprises étrangères, qui fournissent des licences technologiques – représente plus de 95 % de part de marché, soit 1 million d'unités pour l'année mars 2006-mars 2007. Les premières voitures bi-fuel et stations de gaz naturel comprimé (GNC) sont apparues à Shiraz²¹ en 1977. En 2005, près de 46 000 voitures avaient été converties au système bi-fuel²² alors que dans les huit premiers mois de l'année iranienne mars 2007-mars 2008, 300 000 voitures bi-fuel ont été produites en Iran. Il existe aussi un projet de construction de 4 000 stations de gaz. Toutefois, en raison d'un besoin important d'investissements étrangers dans les cylindres qui servent à stocker le gaz dans la voiture, le projet semble difficile à réaliser²³. Le réseau de distribution CNG, indépendant de la distribution essence, compte à ce jour 215 stations opérationnelles, 100 en cours d'achèvement et qui seront terminées en mars 2008, et 700 en cours de construction. L'approvisionnement en GNC de ce réseau de distribution a été interrompu pendant trois semaines, en

²⁰ En 2001, le secteur du transport était le principal facteur de pollution atmosphérique et était la cause de 41 % des dommages sur l'environnement, voir Hayato Kobayashi, Sherif Arif et Fernando Loayza, *Mainstream Environment in the Energy Sector – The Case of the Energy-Environment Review for Iran*, Environment Strategy, The World Bank, décembre 2006.

²¹ Il s'agissait de 1 200 voitures « converties » et de 2 stations de gaz.

²² Voir N. Rahimi, « Clean Fuels and Vehicules in the I.R. of Iran », Le Caire, 24-25 mai 2006.

²³ Des négociations sont en cours avec l'entreprise indienne Lizer. Voir « Lizer CNG Cylinder Plant Up and Running in Gujarat », *NGV Global* : <http://www.ngvglobal.com/market-developments/lizer-cng-cylinder-plant-up-and-running-in-gujarat-2.html>, 5 décembre 2007.

janvier 2008 à Téhéran, en raison de la vague de froid. Les autorités ont préféré fournir du gaz en priorité aux habitants et à l'industrie provoquant ainsi le mécontentement des utilisateurs de GNC.

Par ailleurs, depuis 2001, des négociations sont engagées avec une entreprise canadienne (*fuelmaker*) pour le développement de stations de gaz privées, mais l'affaire Kazemi les a fait provisoirement échouer. Le président pense qu'il pourra mettre fin au rationnement de l'essence en mars 2009, grâce à l'augmentation de l'utilisation du gaz naturel comprimé dans le secteur automobile. La réalisation de cet objectif reste très improbable en raison des problèmes de transfert de technologie dans les domaines sensibles²⁴. Néanmoins, si la part du gaz naturel comprimé dans la consommation interne n'est que de 1 % aujourd'hui, elle devrait doubler rapidement, poursuivant ainsi la tendance amorcée depuis plusieurs années. Toutefois, les objectifs de cette politique énergétique d'utilisation accrue du gaz naturel comprimé seront d'autant plus difficiles à atteindre que le rendement énergétique du GNC est moins important que celui de l'essence. Par conséquent, l'utilisation du GNC se traduit par une augmentation de la consommation énergétique globale. En effet, les voitures qui ont un moteur essence et qui ont été converties au gaz (adaptation superficielle) ont une perte de rendement énergétique de 10 % alors que les *gas native* (moteur au gaz d'origine) perdent 5 % en comparaison avec les voitures fonctionnant avec de l'essence.

Tableau 2. Les ventes de GNC en Iran

En millions de m³

Années	Quantité
1382 (2002-2003)	3,12
1383 (2003-2004)	70
1384 (2004-2005)	355,77

Source : Idam Consulting Group, 2007

Enfin, la consommation interne de gaz augmentera en raison de l'accroissement de son utilisation domestique. Ainsi, le réseau de gazoduc interne est de 25 000 kilomètres avec un plan de développement visant un objectif de 50 000 kilomètres d'ici à 2025. Cette consommation représente 40 % de l'utilisation interne du gaz et, au cours de ces dernières années, 900 000 nouveaux foyers par an ont été raccordés. Toutefois, pour l'année 2007-2008, les autorités ont décidé de n'acheminer du gaz que vers 300 000 foyers supplémentaires²⁵. Par ailleurs, les conséquences environnementales de l'exploitation et du transport des hydrocarbures semblent désormais être prises en compte. À titre d'illustration, le département

²⁴ Entretien avec un expert économique iranien, Téhéran, décembre 2007.

²⁵ Entretien avec Luc Boyer, conseiller commercial, Mission économique, Téhéran, janvier 2008.

en charge de l'environnement a interdit le transit des gaz acides utilisés lors de l'injection dans les champs. Le gaz devrait être à terme adouci à Asalouyeh pour un coût de 1 milliard de dollars, somme qui ne concerne que les équipements nécessaires au traitement chimique du gaz²⁶. Ce projet d'adoucisement n'est cependant pas exclusivement lié à des préoccupations environnementales. Le transport de gaz acide, contenant du H₂S, est en effet très dangereux. Si la solution de l'adoucisement du gaz avant son transport par le gazoduc Asalouyeh-Aghajari est apparue la plus pertinente aux différentes sociétés participant au projet, l'usine n'est pas encore commandée. Par ailleurs, un débat émerge au sein de la société iranienne au sujet des conséquences potentiellement désastreuses du développement et du transport des hydrocarbures sur la santé des populations se trouvant dans les zones de production²⁷ ou à proximité des pipelines. Toutefois, si la préoccupation environnementale est une réalité, il semble que l'article 50 de la Constitution de la République islamique ne soit pas toujours respecté. Il dispose en effet que « sont interdites toutes les activités économiques ou autres entraînant une pollution de l'environnement ou un dommage irréparable qui l'affecterait²⁸ ».

Tableau 3. Répartition de la consommation interne de gaz

En pourcentage

Consommation domestique	40
Consommation industrielle	40
Réinjection de gaz dans les champs de pétrole	19
Utilisation automobile	1

Source : mission économique française en Iran, 2007

Au-delà du facteur environnemental, la priorité donnée au gaz dans la consommation interne s'explique par la volonté du gouvernement iranien de réduire la dépendance du pays par rapport aux importations d'essence, mais aussi par le coût des subventions à l'essence, qui reste très élevé malgré la mise en place d'un plan de rationnement²⁹.

²⁶ Entretien avec Paul-Marie Graf, consultant, Téhéran, décembre 2007.

²⁷ Ainsi les 120 000 personnes qui vivent à côté du plus ancien champ d'hydrocarbures d'Iran (*masjed-e souleyman*) souffrent des émanations de soufre, environ un tiers de la population étant asthmatique et, dans le passé, l'espérance de vie des ouvriers n'était que de 62-63 ans. Voir « Aloudegi nafti masjed-e soleiman ba hich koja ghabel-e moghayese nist », (« La pollution par le pétrole de Masjed-e Soleiman est incomparable »), *Tehran emrooz*, 30 septembre 2007. Des problèmes sanitaires commencent également à affecter les populations résidant dans la région d'Asalouyeh (South Pars).

²⁸ Voir M. Potocki, *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 61.

²⁹ Sur cette question, voir D. Bauchard, C. Therme, *L'Iran. Une puissance énergétique (ré)émergente*, op. cit [3].

L'organisation administrative du secteur gazier

La gestion de ce secteur est assurée par la société nationale du gaz (*sherkât-e melli gâz*) qui dépend du ministère du Pétrole. Certains experts critiquent l'organisation et le management des affaires gazières ; ils ont aussi réclamé la création d'un ministère du Gaz³⁰. Cette proposition s'appuyait sur la volonté de mettre en œuvre une structure administrative adaptée aux nouvelles réalités énergétiques de l'Iran. Celles-ci ont en effet été transformées par la découverte, dans les années 1980, de champs principalement gaziers. Selon Narsy Ghorban, ce projet de création d'un ministère du Gaz est désormais dépassé par le programme de privatisations que le pouvoir tente de mettre en place dans les secteurs pétroliers et gaziers. Selon les objectifs du gouvernement qui s'inscrivent dans le cadre fixé par l'article 44 de la Constitution, il s'agirait de privatiser de 23 à 49 sociétés pétrolières et gazières, avant mars 2008 pour un montant de 23 milliards de dollars³¹. Toutefois la réalisation de ce programme semble compromise³² en l'absence de clients. En effet, les offres de privatisation représentent chacune plusieurs centaines de millions de dollars et la rentabilité économique de ces sociétés est incertaine. Si l'on prend l'exemple de la privatisation d'une raffinerie iranienne, son fonctionnement dans un régime économique administré dépend presque exclusivement de l'État qui vend et achète les produits gaziers ou pétroliers à prix fixe. Dans ce contexte, il est très difficile pour les acheteurs potentiels de rentabiliser leur investissement. En résumé, la logique de la privatisation est en contradiction avec la logique du prix administré. Pour que la privatisation réussisse, il faudrait sortir du prix administré, ce qui serait cohérent dans le cadre d'un projet d'exportation de gaz vers l'UE *via* la Turquie³³.

Cette confusion dans les politiques énergétiques internes est donc en partie liée à des problèmes de structure. Toutefois, il s'agit aussi d'une absence de vision stratégique à long terme de la part du gouvernement iranien. Ce dernier n'a pas tranché le débat entre un modèle énergétique de marché libre à prix fluctuant, privilégiant l'option du gaz naturel liquéfié pour les exportations (modèle qatari), et un modèle étatique à prix administré fondé sur des exportations par les gazoducs (modèle russe). Cette absence de choix reflète à la fois le rapport de force entre les factions politiques et les rivalités

³⁰ Voir N. Ghorban, « Monetizing Iran's Gas Resources And The Debate Over Gas-Export And Gas-Based Industries Options », *Middle East Economic Survey*, n° 28, 10 juillet 2006, <http://www.mees.com/postedarticles/oped/-v49n28-5OD01.htm>

³¹ 82 sociétés énergétiques devraient aussi être privatisées avant sept ans pour un montant de 55 milliards de dollars. Voir H. Ghanimi Fard, « Future of NOC's », *Lisbon Energy Forum 2007*, 2 octobre 2007.

³² Voir « Privatization of Iran's petroleum companies, a realistic view », *IranOilGas.com*, 23 janvier 2008

³³ Entretien avec Narsy Ghorban, Téhéran, novembre 2007.

institutionnelles (entre le président et le Parlement, *majles*, notamment) au sein de l'architecture complexe de la République islamique. Ainsi, il n'y a pas de hiérarchisation claire des objectifs en matière de politique gazière. La logique voudrait que ces objectifs soient hiérarchisés ainsi :

1. Consommation interne
2. Injection dans les champs pétroliers
3. Exportations

Toutefois, en raison du retard pris dans le développement des champs gaziers, pour des raisons politiques, l'Iran ne produit pas du gaz en quantité suffisante pour remplir ces trois objectifs. C'est pourquoi les parlementaires, inquiets pour leur réélection lors du scrutin législatif du printemps 2008, ont décidé à l'automne 2007 de proposer un plan d'interdiction des exportations de gaz de l'Iran à partir du moment où la demande interne ne peut plus être satisfaite³⁴. Cette proposition répond à une pression de l'opinion publique sur les politiques pour que le gaz soit avant tout destiné à la consommation interne. C'est dans ce contexte de développement nationaliste du secteur gazier qu'il faut comprendre cette position du *majles*, qui s'inscrit donc plus dans une logique politique qu'économique.

L'intérêt général voudrait en effet que les responsables énergétiques arrêtent le développement du réseau de gazoducs à l'intérieur du pays et fassent le choix d'une politique de limitation de la consommation qui ne soit pas que déclaratoire. En effet, seule une augmentation significative des prix peut permettre une réduction de la consommation interne. Il faut d'abord produire plus avant d'exporter. En 2006, l'Iran, avec environ 15 % des réserves mondiales de gaz, ne produit que 15 milliards de m³ par an de plus que le Royaume-Uni avec 0,3 % des réserves mondiales. À l'inverse, depuis son élection, le Président Ahmadinejad a multiplié la signature d'accords de principe (Memorandum Of Understanding, MOU) en vue d'exporter du gaz iranien. Cette accélération des signatures de MOU est significative par rapport à la période réformiste. Elle s'explique d'abord par la marge de manœuvre dont il dispose pour signer des contrats avec des sociétés étrangères, qui semble être plus importante que celle de son prédécesseur³⁵. Mahmoud Ahmadinejad a néanmoins changé de position puisqu'il souhaitait, au début de son mandat, développer la consommation interne de gaz afin d'exporter du pétrole, avant de se raviser pour des motifs géopolitiques. Il espère ainsi utiliser les accords gaziers avec des pays étrangers, notamment asiatiques, comme un moyen de sortir l'Iran de son isolement au sein de la « communauté internationale ». Enfin, un

³⁴ Ce plan a été proposé à la suite d'un débat au sein de la commission du Parlement sur l'énergie, le 29 octobre 2007. Voir « Majlis Assessed Gas Export Concerns », *Pool*, 30 octobre 2007

³⁵ Entretien avec Said Leylaz, économiste, Téhéran, décembre 2007

lobby puissant du ministère du Pétrole est favorable à l'injection de gaz dans les champs pétroliers. Cette position s'explique par la volonté de maintenir la production pétrolière au niveau du quota de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), soit 4 millions de b/j. Les exportations permettent en effet au gouvernement de redistribuer les revenus du pétrole à la population ; une redistribution qui est au cœur de la stabilité du système politique de la République islamique.

On le voit, les priorités de la politique gazière font l'objet de débats internes, qui sont d'autant plus sensibles que le niveau des investissements étrangers dans le secteur gazier ne permet pas de produire suffisamment de gaz pour satisfaire à la fois les besoins internes, les exportations, et les injections dans les champs de pétrole.

Les questions de l'investissement et de l'accès de l'Iran à de nouvelles technologies

La question des investissements est cruciale pour le développement du secteur gazier en Iran. En effet, si l'Iran peut maintenir sa production pétrolière et développer sa production de gaz naturel sans être obligé de faire appel à l'aide des sociétés internationales occidentales, il n'en est pas de même concernant le gaz naturel liquéfié (GNL). Le savoir-faire pétrolier et gazier de l'Iran est certes plus ancien et plus important que celui des autres pays producteurs du Moyen-Orient, mais le problème du management, du « travailler ensemble », reste l'un des principaux obstacles à la réalisation du potentiel énergétique du pays³⁶.

L'Iran, on l'a dit, n'a toujours pas tranché la question de savoir s'il privilégie les exportations par gazoducs (gaz naturel) ou par méthaniers (GNL). Les deux accords de développement gazier fondé sur le GNL (Pars LNG³⁷ et Parsian LNG³⁸) ont été signés à l'époque réformiste car la condition *sine qua non* à leur mise en œuvre est une amélioration des relations irano-européennes. Le nouveau président n'a certes pas renoncé à la réalisation de ces projets, mais la faction au pouvoir pourrait *in fine* arbitrer en faveur d'un développement des exportations par gazoducs, une option qui pourrait être privilégiée

³⁶ Un expert économique iranien remarque à ce sujet : « Les universités forment des ingénieurs très compétents. Le problème est structurel et directionnel », entretien, Téhéran, décembre 2007.

³⁷ Accord signé entre la NIOC et Total/Petronas, en décembre 2004, d'un montant estimé à 6 milliards de dollars.

³⁸ Accord signé entre la NIOC et Shell/Repsol, en mai 2004, d'un montant estimé à 10 milliards de dollars.

dans une logique de développement énergétique permettant de développer l'emploi local. La construction de nouveaux gazoducs permettrait en effet la création de nombreux postes en Iran. L'Iran pourrait utiliser ses exportations de GNL pour concurrencer la Russie à la marge et acquérir une nouvelle monnaie d'échange dans une relation Téhéran-Moscou qui reste asymétrique. Il semble néanmoins que, compte tenu des tensions politiques et des sanctions financières américaines, l'Iran ne puisse exporter du GNL avant plusieurs années alors que la Russie pourrait lancer son premier projet GNL³⁹ dès 2009.

L'Iran a ainsi tenté de mettre la pression sur les sociétés étrangères travaillant à South Pars. Total et Shell ont en effet fait état de problèmes contractuels et du surenchérissement des coûts de production pour demander des délais supplémentaires à la NIOC avant de lancer les projets. Le gouvernement iranien a réagi en imposant une date limite – juin 2008 – pour la réalisation de ces investissements. Ali Valiki, le directeur de Pars Oil and Gas Company a déclaré que Gazprom et d'autres sociétés, turques ou chinoises, étaient prêtes à les remplacer sur les phases 11, 13 et 14 de South Pars⁴⁰. Suite à la décision de Shell, en janvier 2008, de reporter sa décision d'investissement, les autorités iraniennes ont à nouveau affirmé que les projets communs seraient abandonnés en juin 2008 si la décision de l'entreprise n'était pas prise à cette date.

Il y a en effet urgence du point de vue iranien, puisque l'activité et les investissements dans le champ gazier de South Pars ont particulièrement décliné depuis l'accession de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence en 2005. Ainsi, alors qu'à la fin de la présidence Khatami, il y avait 50 vols hebdomadaires Téhéran-Asalouyeh, il n'y en avait plus que de 15 à 20 à la fin de l'année 2007. L'exploitation des phases 5, 6 et 7 de South Pars, qui auraient dû débiter en 2005, n'a toujours pas commencé. Le Qatar a pour sa part démarré l'exploitation du champ de South Pars environ dix ans avant l'Iran⁴¹, Téhéran craint que les Qataris puisent dans les réserves iraniennes. Cette perspective semble toutefois improbable à court terme. South Pars, qui a un réservoir de 400 mètres de hauteur, est partagé entre les territoires qatari et iranien. Sa perméabilité est limitée et il faut donc une différence de pression suffisante pour l'amorcer. Le Qatar pourrait tirer sur les réserves iraniennes dans un délai de dix ans si les projets de développement restent bloqués. Il y a en Iran une cinquantaine de puits producteurs et de 100 à 120 dans

³⁹ Entretien avec Pierre Fabiani, représentant de Total en Iran, janvier 2008.

⁴⁰ Déclarations citées par N. Bozorgmehr, « Tehran pushes for end to delays on gas field deal », *Financial Times*, 31 octobre 2007. Selon les experts iraniens, la production de GNL, sur ces phases, ne sera pas possible avant 2013. Voir « Mâ kojâ, Qatar kojâ ! Pârs-e jonubi ba ehdehâye ke be ruiâ tabdil shodeand » (« Où en sommes-nous, où en est le Qatar ! South Pars : de la promesse non tenue au rêve »), *Etemad-e melli*, 14 janvier 2008.

⁴¹ La production de gaz du Qatar a commencé en 1990, celle de l'Iran en 2000.

la zone qatarie⁴². Mais il semble que les Qataris aient volontairement gelé le développement de nouveaux projets gaziers, notamment par crainte d'un différend avec Téhéran⁴³.

Le problème que rencontre l'Iran dans l'exploitation des champs gaziers offshore comme celui de South Pars ou dans la production de GNL est sa dépendance technologique vis-à-vis de l'étranger en général et des grands pétroliers occidentaux en particulier. C'est pourquoi l'ayatollah Ali Khamenei a dénoncé, en novembre 2007, l'apartheid scientifique et technologique que tentent d'imposer les « puissances ennemies » à l'Iran⁴⁴. Par ailleurs, afin de contourner les sanctions économiques de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de Washington, les autorités ont annoncé, en octobre 2007, la création du *Pars Investment Fund*. Il s'agit aussi de récupérer l'argent des hommes d'affaires iraniens résidant à l'étranger de manière à l'investir dans le secteur énergétique en Iran (objectif de 3,5 milliards de dollars dans la première phase). Ce projet a été confié à Khamoushi, l'ancien président de la Chambre de commerce. Selon certains experts, une partie de l'argent du Fonds de stabilisation pétrolier serait aussi transférée vers le *Pars Investment Fund*. Ce plan semble être une fausse solution puisque le problème, pour les responsables du secteur énergétique iranien, n'est pas seulement financier mais concerne aussi l'acquisition du savoir-faire. Or, il s'agit ici d'attirer du capital en monnaie iranienne en essayant de faire participer le secteur privé. Les financements sont, jusqu'à présent, restés très faibles. Cet échec a pour cause principale l'absence de confiance des investisseurs potentiels dans ce projet. Toutefois, si l'argent de ce fonds est réellement investi dans le secteur énergétique, cela pourrait permettre d'éviter que le Fonds de stabilisation pétrolier ne soit utilisé pour financer les subventions aux produits de première nécessité⁴⁵.

⁴² Entretien avec Paul-Marie Graf, consultant, Téhéran, décembre 2007.

⁴³ L'autre préoccupation est de pérenniser la rente gazière. En effet, au rythme actuel de production le Qatar pourra exporter du gaz pendant 200 ans. Entretien avec Luc Boyer, *op.cit.* [24]

⁴⁴ *Ima*, 24 novembre 2007.

⁴⁵ Entretien avec un journaliste économique iranien, Téhéran, décembre 2007.

Les relations gazières entre l'Iran et ses voisins

L'enjeu énergétique dans la relation russo-iranienne

La Russie développe ses relations avec l'Iran dans une logique nationaliste, ce qui ne l'a pas conduit à investir de manière significative en Iran, mais plutôt à développer ses relations commerciales et politiques avec Téhéran. La seule présence dans le secteur énergétique iranien est son association à Total dans le contrat *buy back* de 2 milliards de dollars concernant les phases 2 et 3 de South Pars. Gazprom a depuis 1997 une part de 30 % dans la réalisation du projet, en partenariat avec Total et Petronas. Il s'agit jusqu'à présent du seul investissement russe dans le secteur énergétique iranien⁴⁶. Qui plus est, cette présence de Gazprom intéressait surtout les deux autres partenaires d'un point de vue politique. Par ailleurs, sous la présidence Rafsandjani, en mars 1995, un contrat de 1,6 milliard de dollars avait été proposé à la société américaine Conoco pour exploiter deux champs pétroliers offshore⁴⁷. Ce projet montre la volonté de la faction Rafsandjani de favoriser les investissements occidentaux en Iran. Objectif partagé par les réformistes, qui ont poursuivi, sous la présidence Khatami, le programme de développement des secteurs gazier et pétrolier avec l'aide européenne initiée par Rafsandjani. Du côté russe, on peut noter que Gazprom ne participe pas au projet Pars LNG, même si cette société reste intéressée par une participation aux projets de construction de gazoducs Iran-Arménie et Iran-Pakistan-Inde, et est en négociation pour remplacer l'entreprise Total sur la phase 11 de South Pars. Toutefois, Gazprom ne pourra pas proposer un projet similaire, du moins à court terme, puisque l'entreprise russe ne

⁴⁶ Deux MOU ont également été signés par la société russe Lukoil concernant des projets pétroliers (Azadegan et Masjed-e souleyman). Par ailleurs, Lukoil participe à hauteur de 25 %, en partenariat avec Statoil Hydro, à un projet d'exploration à Anaran.

⁴⁷ Ce projet ne s'est finalement pas réalisé en raison de l'adoption de la loi d'Amato qui sanctionne les entreprises investissant dans le secteur énergétique iranien. Voir Roger Howard, *Iran Oil. The New Middle East Challenge to America*, Londres, New York, I.B. Tauris, 2007, pp. 11-13.

maîtrise pas la technologie GNL. Il s'agirait donc, dans l'hypothèse où Gazprom accepterait d'investir à South Pars, d'un projet de production de gaz naturel avec un transport par gazoduc. Enfin la Russie soutient le projet de « gazoduc de la paix ». Il s'agit en effet, pour Moscou, de s'assurer que le gaz iranien sera exporté vers l'Asie et non pas vers l'Europe.

Sous la présidence Ahmadinejad, on observe en outre un revirement du rapport de force dans l'Administration iranienne en faveur des partisans d'une alliance énergétique russo-iranienne. En octobre 2007, lors de sa visite à Téhéran, Vladimir Poutine a aussi évoqué un projet de coopération électrique, proposée par Bakou, entre l'Iran, l'Azerbaïdjan et la Russie⁴⁸. Cette disposition iranienne à coopérer avec la Russie reste néanmoins, selon les pragmatiques, contraire aux intérêts nationaux. En effet, ils remarquent que les capacités technologiques européennes sont plus intéressantes que celles des Russes. Ils peuvent accepter que les entreprises russes participent au développement gazier de l'Iran dans le cadre de consortiums. Ils appréhendent cependant la mise en place d'une coopération avec un pays qui s'est toujours comporté avec l'Iran selon une logique « impérialiste »⁴⁹. Il existe donc une forte opposition interne à la politique présidentielle d'alliance avec la Russie.

Cette politique affichée d'une alliance gazière russo-iranienne est-elle viable ? Elle serait envisageable si les pays européens décidaient de ne plus participer au développement du secteur gazier iranien. Il y aurait alors une dépendance technologique accrue de l'Iran vis-à-vis de la Russie. Le principal argument des partisans de cette alliance est de mettre en cause la poursuite de coopérations énergétiques avec des entreprises originaires de pays adoptant des positions politiques « hostiles à l'Iran ». Cette politique russe de Téhéran s'est déjà traduite par l'ouverture, en décembre 2007, de négociations sur un projet de compagnie gazière commune, par la résolution du différend commercial concernant la centrale de Bushehr, et enfin par la déclaration du ministre des Affaires étrangères iranien affirmant que l'Iran n'avait jamais eu une part de plus de 11,3 % de la mer Caspienne⁵⁰. De son côté, si la Russie fait

⁴⁸ Cette proposition montre la volonté de la Russie d'être un État pivot sur le marché régional électrique, une aspiration aussi à être au centre d'un système électrique régional similaire à celui qui existe en Europe. Vladimir Poutine défend ce projet de coopération. Il a déclaré : « la consommation électrique augmente en Iran en été [...] alors qu'en Russie, elle augmente en hiver ». Entretien de Vladimir Poutine avec *IRNA*, 16 octobre 2007.

⁴⁹ Cette crainte est réelle dans les milieux d'affaires, universitaires et dans la presse réformiste.

⁵⁰ Voir « E'teraz be sokhanân vazir-e khareje darbâre-ye khazar », (« Opposition aux déclarations sur la Caspienne du ministre des Affaires étrangères »), *Etemad*, 31 décembre 2007. Toutefois, suite aux critiques des réformistes, le ministère des Affaires étrangères a précisé que l'Iran continuait de revendiquer une part de 20 % de la mer Caspienne. Par ailleurs, selon la presse iranienne du 9 janvier 2008, les

le choix d'une entente gazière avec l'Iran, celle-ci lui permettra d'éviter que l'Iran ne devienne, à long terme⁵¹, un concurrent sur les marchés ukrainien⁵², géorgien ou européen.

Ce projet d'alliance avec la Russie peut également paraître contradictoire avec la politique iranienne de coopérations énergétiques renforcées avec Ankara. C'est bien néanmoins la mise en place d'une coopération bilatérale sur les questions énergétiques, et sur la question kurde, qui a permis une réconciliation irano-turque en 1998. Elle offre aussi à Ankara et Téhéran la possibilité de renforcer leurs positions respectives dans leurs relations bilatérales avec Moscou⁵³.

Les relations gazières avec la Turquie et l'Arménie

La Turquie est le seul pays vers lequel l'Iran exporte du gaz. Téhéran est le second fournisseur du pays, loin derrière la Russie⁵⁴. Les exportations iraniennes (20 millions de m³ par jour) sont effectuées dans le cadre d'un accord de principe conclu en 1996, qui n'est entré en vigueur⁵⁵ qu'en 2004. Ces exportations de gaz iranien s'effectuent par un réseau de gazoducs reliant Tabriz à Ankara. Les deux pays sont engagés dans une coopération gazière qui va au-delà de ces relations bilatérales puisque Ankara, dans le cadre de sa volonté de renforcer son statut de « pays pont⁵⁶ » entre Orient et Occident, espère, à moyen terme, faire de son territoire la voie d'acheminement principale des ressources gazières iraniennes et centre-asiatiques vers les pays de l'UE. L'Iran, pour sa part, cherche par l'établissement de relations gazières avec la Turquie à sortir d'un isolement dans lequel il se trouve confiné en raison de ses choix idéologiques et de la politique extérieure américaine. L'établissement d'un partenariat énergétique irano-turc ne pourra néanmoins prendre une dimension significative que sur le long terme. En juillet 2007, une série d'accords énergétiques ont été signés. Ils concernent notamment un MOU pour l'exportation de gaz iranien (20 milliards de

députés réformistes du *majles* ont décidé de déposer une motion de censure contre Manouchehr Mottaki suite à ses déclarations sur la part de l'Iran en mer Caspienne.

⁵¹ À court terme, la possibilité d'une concurrence iranienne sur ces marchés n'est pas prise au sérieux par Moscou, l'Iran restant un pays importateur de gaz.

⁵² Il existe un projet d'exportation de gaz iranien vers l'Ukraine. La quantité envisagée est de 706 milliards de *cubic feet* par an. Voir M. A. Rizvi, « Russia and the Bushehr Nuclear Plant », *IDSA Strategic Comment*, 19 octobre 2007.

⁵³ Voir R. Olson, *Turkey-Iran Relations, 1979-2004. Revolution, Ideology, War, Coups and Geopolitics*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2004, p. 73-75.

⁵⁴ La Russie exporte 19,6 milliards de m³/an ; l'Iran, 5,8 milliards de m³/an, « BP Energy Outlook 2007 ».

⁵⁵ Cet accord prévoyait la livraison de 23 milliards de m³ de gaz sur une période de 23 ans.

⁵⁶ Voir M. R. Djallili, « L'Iran et la Turquie face à l'Asie centrale », *Journal of International and Strategic Studies*, n°1, mars 2008, pp. 12-19.

m³ par an) et turkmène (10 milliards de m³ par an) vers l'UE *via* la Turquie⁵⁷. Un accord de principe aurait également été signé entre les deux pays portant sur un investissement d'une entreprise étatique turque, la Turkish Petroleum Corporation (TPAO) à South Pars (phases 22, 23, et 24). Cet accord de principe, approuvé à nouveau en octobre 2007, d'un montant de 3,5 milliards de dollars, ne s'est néanmoins toujours pas traduit par la mise en œuvre du projet.

On peut en effet douter de la disposition de l'Iran à exporter du gaz turkmène *via* son territoire, un projet qui nécessiterait par ailleurs une augmentation de la capacité du gazoduc turkméno-iranien. De plus, l'opposition américaine au renforcement de cette coopération énergétique est constante depuis la signature du premier protocole d'accord en 1996. Pour Ankara, il s'agit d'une question de défense de ses intérêts nationaux puisqu'il s'agit de la sécurité de ses approvisionnements énergétiques et de la poursuite de la coopération avec un pays voisin ayant une influence déterminante dans la gestion de la question kurde. Les mises en garde américaines, en 1996, ont été d'autant plus fortes que cet accord avait été signé, à Téhéran, lors de la première visite à l'étranger, au lendemain de son élection, du Premier ministre Erbakan. Aux États-Unis, au lendemain du vote des lois d'Amato, la signature de cet accord a provoqué cette réaction de la Maison Blanche : « Que ce soit une violation de la loi américaine ou non, il s'agit sans aucun doute d'une mauvaise politique⁵⁸ » renforçant un État soutenant le terrorisme. La Turquie, par la voie d'Abdullah Gull, l'un des signataires de l'accord, répliquait qu'il s'agissait de commerce et non d'investissement, et que la Turquie ne permettrait pas qu'un pays tiers entrave la poursuite de cette coopération énergétique⁵⁹. En 2007, la réaction américaine a été d'inciter la Turquie à trouver des alternatives énergétiques (Turkménistan et Azerbaïdjan) à la coopération bilatérale avec l'Iran, Washington poursuivant ainsi sa stratégie de blocage du développement gazier de la République islamique⁶⁰. Dans le cadre de sa politique régionale, Téhéran s'efforce également de renforcer ses coopérations gazières avec l'Arménie.

Celles-ci sont d'ailleurs souvent mises en avant par les dirigeants iraniens comme un symbole de l'amitié entre les deux pays. Toutefois, ici aussi, il semble qu'il y ait un décalage entre les déclarations officielles et la réalité des échanges gaziers. En mars 2007, lors de la première visite de Mahmoud Ahmadinejad à Erevan, une section du gazoduc irano-arménien a été inaugurée. Toutefois, le début des exportations de gaz iranien vers l'Arménie, initialement prévu pour l'hiver 2006, a été retardé – dans l'hypothèse

⁵⁷ Voir « Too Energetic a Friendship », *The Economist*, 23 août 2007.

⁵⁸ « Whether or not it is a violation of U.S. law, it is certainly bad policy. »

⁵⁹ Voir S. Erlanger, « Turkey-Iran Gas Deal : A Test of U.S. Law on Terror », *New York Times*, 13 août 1996.

⁶⁰ Voir Ümit Enginsoy, « US Chides Turkey for Gas Deals with Iran », *Turkish Daily News*, 6 septembre 2007.

la plus optimiste, en décembre 2008 – et l'Arménie ne semble pas être un marché prioritaire pour les exportations de gaz iranien. En effet, l'Arménie reste du point de vue de Téhéran un « petit marché », qui ne sera approvisionné qu'après les marchés prioritaires (Turquie et peut-être, à moyen terme, Inde et Europe).

Obstacles au projet de « gazoduc de la paix »

Les obstacles à ce projet de gazoduc entre l'Iran, le Pakistan et l'Inde sont très nombreux. Le premier est lié à l'opposition interne, en Iran, à ce projet. En effet, le concepteur du projet de 1994, le docteur Shamse-Ardakâni, a très fortement critiqué les évolutions acceptées par le gouvernement iranien. Il estime que son idée a été progressivement dénaturée au fil des négociations bilatérales et trilatérales qui, malgré de nombreuses interruptions, durent depuis près de quinze ans. Il s'agissait au départ de trouver des investisseurs étrangers pour la construction du gazoduc alors que, selon les accords préliminaires entre les trois parties, chaque État doit assurer le financement du gazoduc sur son territoire. Par ailleurs, il aurait aussi été, selon lui, souhaitable que les populations du Baloutchistan iranien bénéficient du gaz transporté vers l'Inde, ce qui ne sera probablement pas le cas⁶¹. Enfin, le fait que l'Inde se soit en partie retirée des négociations est contraire à l'esprit du projet. Le succès des négociations bilatérales pakistano-iraniennes est, selon le ministre pakistanais de l'Énergie, Ehsânollâh Khân, souhaitable. En effet, les livraisons de gaz iranien pour un prix de 5 dollars par million de British Thermal Unit (BTU) permettraient, selon lui, à Islamabad d'économiser chaque année 1 milliard de dollars d'importations pétrolières.

Du côté iranien, on observe une multiplication des déclarations de responsables politiques et d'experts énergétiques hostiles à la conclusion d'un accord bilatéral. Plusieurs raisons sont évoquées : tout d'abord, le prix du gaz est jugé insuffisant (le Qatar vend au Japon du GNL pour un prix de 11 \$ le BTU) ; ensuite, le Pakistan n'est pas considéré par les réformistes iraniens comme un pays à forte demande gazière en raison de son faible niveau de développement économique ; enfin, en raison de l'instabilité politique au Pakistan, certains experts estiment que ce pays ne peut être considéré comme un partenaire fiable pour l'Iran⁶². Par ailleurs, les dirigeants iraniens ont « menacé » d'exporter le gaz (qui était normalement réservé à l'Inde) vers la Chine par voie terrestre ou vers l'Europe dans le cas où les Indiens n'accepteraient pas les conditions

⁶¹ Voir « Aqlanâniat qofl shode dar diplomâsi-ye gâzi » (« Une diplomatie gazière illogique »), *Etemad-e melli*, 12 novembre 2007.

⁶² Voir « Tshânezani bar sar-e lulehâ-ye khâli » (« Négociations autour d'un gazoduc vide »), *Etemad-e melli*, 13 janvier 2008.

de vente du gaz. Toutefois, il n'est pas économiquement rentable d'exporter le gaz par voie terrestre vers la Chine (nombreux pays traversés, longue distance du gazoduc) dont les utilisateurs de gaz se trouvent essentiellement sur les côtes (le seul moyen économiquement viable pour les exportations vers la Chine est le GNL)⁶³. Si le projet de gazoduc vers l'Inde échoue, il ne resterait donc plus qu'une seule solution alternative réaliste aux dirigeants iraniens : exporter le gaz vers l'Europe. Des projets de gazoduc existent mais ils sont en porte-à-faux avec, d'une part, les objectifs politiques de certains pays européens et, d'autre part, l'idéologie révolutionnaire qui sous-tend la politique extérieure du président Ahmadinejad.

⁶³ En décembre 2006, un MOU a été signé entre la société chinoise CNOOC et la NIOC pour l'exploitation du champ gazier de North Pars ; les négociations sont provisoirement dans l'impasse. Entretien avec Luc Boyer, *op. cit.* [24]

Vers des exportations de gaz iranien vers l'UE ?

Le point de vue iranien

L'Iran d'Ahmadinejad continue d'être favorable aux projets d'exportation de gaz vers les pays de l'UE. Il s'agit en effet pour les dirigeants iraniens de jouer la carte du gaz dans les relations avec les pays européens – les projets d'exportation gazière leur permettant de répondre aux pressions européennes sur la question nucléaire. Ils peuvent ainsi à leur tour présenter une « offre gazière » aux pays européens, qui ont eux-mêmes fait une proposition de coopération économique à Téhéran en échange de l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium. Cette politique gazière permet aussi à l'Iran de jouer sur les divisions au sein de l'UE entre les pays qui ont le plus besoin de diversifier leur approvisionnement gazier et ceux pour qui les préoccupations énergétiques ne sont pas prioritaires dans leurs relations avec l'Iran.

Au-delà de ces préoccupations géopolitiques, les réformistes et les pragmatiques sont les groupes politiques les plus favorables au renforcement des relations énergétiques irano-européennes. Ils estiment en effet qu'il est dans l'intérêt national de l'Iran de construire une entente énergétique avec les pays de l'UE plutôt qu'avec la Russie. Ainsi les pragmatiques mettent en avant l'avantage technologique à développer des coopérations énergétiques avec les pays européens, qui sont, par exemple, les seuls à maîtriser la technologie du gaz naturel liquéfié (hormis les États-Unis). Enfin, cette position s'inscrit dans la continuité de la politique de reconstruction économique du pays dans la période suivant la guerre du Golfe (1980-1988). Cette politique, initiée par l'ayatollah Rafsandjani et poursuivie par Khatami a néanmoins été contestée par le tropisme russo-asiatique du président Ahmadinejad⁶⁴. Toutefois, étant donné la faiblesse des investissements étrangers dans le secteur énergétique en Iran, il semble que la poursuite des relations

⁶⁴ Voir sur cette question, T. Kellner et C. Therme, « Les ententes multipolaires de l'Iran. Aspects russe et asiatiques de la politique étrangère de Téhéran », *Politique étrangère*, n°4, 2007, p. 875-887.

énergétiques irano-européennes soit inévitable, à long terme, même si, sur le court terme, un retour à l'autarcie n'est pas exclu.

L'Iran est aussi depuis 2002 un pays membre observateur du Secrétariat de la Charte de l'énergie à Bruxelles. Cette charte, qui a été signée par 51 États mais ratifiée par seulement 46 d'entre eux, réunit aussi des pays observateurs qui, selon leur date d'adhésion, doivent ou non appliquer la charte. Le statut d'observateur n'a pas de conséquences juridiques pour l'Iran, mais la participation des représentants iraniens aux réunions manifeste leur intérêt pour les évolutions juridiques en cours sur le marché énergétique européen⁶⁵.

Divisions européennes

La Grande-Bretagne et la France

La Grande Bretagne est, sans aucun doute, le pays européen le moins favorable à l'approfondissement des relations énergétiques irano-européennes. Au début de l'année 2007, la British Petroleum (BP) s'est retirée d'Iran et Shell, en décembre 2007, a retardé la mise en œuvre du projet Parsian LNG. Par ailleurs, en novembre 2007, les dirigeants britanniques ont proposé – dans le cadre des négociations au Conseil de sécurité sur l'adoption de nouvelles mesures coercitives à l'encontre du programme nucléaire iranien – une suspension totale des investissements étrangers dans le secteur énergétique. Cette position ferme n'est néanmoins pas une surprise, compte tenu de la relation spéciale entretenue avec Washington, des difficultés récurrentes rencontrées par les Britanniques en Iran et du statut de pays producteur de la Grande-Bretagne.

La France a, de son côté, durci sa politique iranienne au lendemain de l'accession à la présidence de Nicolas Sarkozy en mai 2007. Toutefois, cette évolution semble surtout liée à la volonté française de parvenir à des sanctions unilatérales européennes en dehors du Conseil de sécurité. En effet, si les déclarations du président français évoquant la possibilité d'une guerre contre l'Iran, sans la condamner, marque une rupture, il n'en reste pas moins que Paris et Téhéran entretiennent des relations anciennes, sur les plans économiques et culturels en particulier. Dans le domaine de l'énergie, de nombreuses entreprises françaises sont présentes en Iran et sont favorables à un approfondissement des liens énergétiques bilatéraux. L'activité des entreprises françaises semble compliquée par la volonté présidentielle affichée de sacrifier les intérêts économiques nationaux à des fins de lutte contre la prolifération. Cette nouvelle politique ne

⁶⁵ Entretien avec Graham Coop, General Counsel, Secrétariat de la Charte de l'énergie, Trente, décembre 2007.

s'est pas traduite par la fixation d'un cadre juridique contraignant les entreprises françaises à abandonner leurs activités en Iran. Elle se limite, pour le moment, à des conseils « amicaux », prodigués par l'Élysée, demandant aux entreprises françaises de ne pas développer leurs activités en Iran.

L'Autriche, la Suisse et l'Italie

Les États européens les plus intéressés par des importations de gaz iranien sont l'Autriche, la Suisse et l'Italie. L'Autriche est avant tout favorable au maintien d'une politique iranienne de l'UE indépendante par rapport aux objectifs américains. C'est ainsi que le gouvernement autrichien s'est fermement opposé au projet français de septembre 2007 de sanctions économiques unilatérales de l'UE contre le programme nucléaire iranien. Par ailleurs, le gouvernement autrichien soutient le projet de la société OMV d'investir dans le secteur gazier afin de pouvoir, à terme, approvisionner le gazoduc Nabucco dont elle dirige le consortium. En effet, le gazoduc Nabucco en projet doit, pour être viable d'un point de vue économique, être approvisionné en gaz iranien en complément du gaz azéri et turkmène. L'État autrichien invoque d'ailleurs des raisons de sécurité énergétique nationale face aux pressions américaines visant à bloquer le projet de MOU signé en avril 2007 entre la NIOC et OMV. La participation au développement du secteur gazier iranien constitue en outre le principal projet structurant de la société autrichienne. La conclusion d'un accord définitif est cependant pour le moment en attente, et l'Autriche ne pourra probablement pas mettre en place ce partenariat gazier sans l'accord de ses partenaires européens.

La Suisse, qui est devenue le quatrième partenaire économique de l'Iran en 2007, soutient le projet de gazoduc *Trans Adriatic Pipeline* (TAP). En septembre 2007, la société suisse EGL a signé un MOU, d'un montant de 165 à 247 millions de francs suisses, avec la National Iranian Gas Export Company (NIGEC) prévoyant l'approvisionnement de ce gazoduc en gaz iranien à hauteur de 5,5 milliards de m³ par an. Le gaz proviendrait essentiellement du champ gazier de South Pars. Cela signifie qu'outre l'activité diplomatique importante de Berne autour de la question nucléaire iranienne, les entreprises suisses sont très présentes sur le marché iranien. Toutefois, ce MOU n'a que peu de chances d'aboutir à court terme pour des raisons politiques.

L'Italie fait également partie des États européens ayant une coopération énergétique significative avec l'Iran. Elle soutient le projet de TAP en partenariat avec EGL. De même, la société ENI est présente dans le secteur pétrolier et gazier en Iran (notamment dans la production des phases 4 et 5 de South Pars). La société Edison était aussi, en décembre 2007, en négociation pour un projet d'importation vers l'Italie de gaz iranien (phase 12 de South Pars). La

quantité de gaz importée serait dans un premier temps de 42,5 millions m³/j.

En dépit de ces divisions entre les États membres, la Commission européenne semble plutôt favorable aux projets d'importations de gaz iranien afin de renforcer la sécurité énergétique européenne. Cette position – qui est celle du commissaire européen en charge de l'Énergie, Andris Piebalgs – est contestée au sein même de son administration. Il existe deux projets de gazoducs, faisant partie de la liste des dix projets prioritaires de l'UE et pouvant, à terme, permettre l'importation de gaz iranien vers l'UE, le TAP et Nabucco. Par ailleurs, l'Iran pourrait, à très long terme, devenir une zone de transit pour le gaz de la Caspienne et d'Asie centrale vers l'Europe. La perspective – envisagée par la Commission – de futures importations de gaz iranien vers l'Europe reflète la position de nombreux États membres qui cherchent à réduire la part de la Russie dans leur approvisionnement gazier. Ainsi, l'Italie sera de plus en plus dépendante des importations gazières, en raison de la baisse de sa production gazière (moins 9 % par an) et de la part des hydrocarbures dans la production électrique (83,2 %) ⁶⁶. Ces importations augmentent de 5 % chaque année ⁶⁷. La part de la Russie dans les importations gazières italiennes est relativement importante (35,2 % en 2005), ce qui est aussi le cas de nombreux autres pays européens.

Tableau 4. Part de la Russie dans les importations gazières de quelques pays européens (2005)

Pays	Quantité de gaz fournie par la Russie (en milliards de m ³)	Part de la Russie dans les importations de gaz (en % du total)
Hongrie	9,3	84,9
Grèce	2,2	80,0
Autriche	6,0	76,9
Roumanie	4,1	69,5
République tchèque	6,8	69,4
Pologne	6,3	69,2
Allemagne	37,3	40,6
Italie	21,6	35,2
France	13,3	29,8
Pays-Bas	2,7	19,9
Suisse	0,3	10,3

Sources : Rosstat and the Russian Customs Agency Statistics. A.S. Nekrasov. Economic Problems and the Future Outlook of the Russia's Energy Sector. Presentation to the General Meeting of the Russian Academy of Sciences ⁶⁸, 20 December 2005

⁶⁶ La moyenne européenne est de 62 %.

⁶⁷ Voir C. Forli, « Relazione: L'approvvigionamento energetico dell'Italia con particolare riferimento al gas russo e dell'Asia centrale », *Geopolitica dell'energia*, Trente, 10 décembre 2007.

⁶⁸ Citées par Economic Commission for Europe, *Emerging Global Energy Security Risks*, ECE Energy Series, n°36, New York, Genève, Nations unies, 2007, p. 44.

La politique énergétique à conduire face à cette position dominante de la Russie sur la majeure partie du marché gazier européen ne fait pas l'unanimité au sein des pays de l'UE. Toutefois, la plupart des pays s'accordent sur la nécessité de rechercher de nouvelles sources potentielles d'approvisionnement en gaz, telles que l'Iran. Mais, compte tenu du poids croissant de la consommation interne de gaz et de la question nucléaire, l'Iran ne pourra devenir une source d'approvisionnement gazière fiable pour les pays européens que sur le long terme. Les champs dont le gaz pourrait être destiné aux exportations sont ceux qui sont « partagés ». Il s'agit des champs de South Pars (à la frontière avec le Qatar), de Arash/Dora (partagé avec le Koweït et l'Arabie Saoudite), de Hengam (à la frontière avec Oman)⁶⁹. Les alternatives européennes à l'Iran (Norvège, Qatar, Algérie, Russie et, dans une moindre mesure, Nigeria⁷⁰) continueront donc d'être privilégiées par les pays de l'UE.

⁶⁹ Entretien avec Pierre Fabiani, *op. cit.* [39]

⁷⁰ Il existe en effet un projet d'investissement de Gazprom dans le secteur gazier au Nigeria, voir J.-M. Bezat, « L'arrivée de Gazprom au Nigeria soucie les Occidentaux », *Le Monde*, 9 janvier 2008.

Conclusion

L'Iran, avec 3,7 % de la production mondiale en 2006, reste un importateur net. Toutefois, d'ici dix ans, l'Iran pourrait devenir le troisième producteur mondial⁷¹ et devenir exportateur. Les experts iraniens estiment que l'Iran devra, pour parvenir à cet objectif, produire 500 milliards de m³ supplémentaires par an. Ce résultat ne pourra être atteint que si les investissements étrangers s'accroissent de manière significative. Ainsi, d'ici dix ans, l'Iran a besoin de 100 milliards de dollars d'investissement étranger, en raison de l'explosion des coûts de production du gaz et du retard accumulé depuis plusieurs années⁷². Deux obstacles principaux risquent cependant de compromettre la réalisation des objectifs iraniens. Tout d'abord, un nationalisme énergétique très puissant complique les conditions de travail des sociétés étrangères présentes en Iran. En effet, les contrats proposés restent peu attractifs et les déficiences de management dans le secteur gazier rendent difficiles les relations entre les sociétés étrangères et l'Administration iranienne. Enfin, les sanctions américaines et internationales suscitent l'inquiétude des entreprises étrangères. Ces préoccupations sont plus particulièrement ressenties par les entreprises présentes à la fois sur les marchés américain et iranien. Celles-ci craignent les mesures de rétorsion financières prévues par Washington afin d'augmenter le coût du commerce et des investissements étrangers en Iran.

Le contexte du marché gazier international est en théorie favorable à l'émergence de l'Iran comme un acteur majeur dans les échanges gaziers régionaux et internationaux. En effet, la demande gazière devrait augmenter, au cours des prochaines années, notamment pour des raisons environnementales. Toutefois, cette logique économique se heurte à des conditions politiques internes à l'Iran ralentissant le développement gazier du pays et, dans une moindre mesure, au contexte politique international. Avec des réserves⁷³ de 28,13 trillions de m³, l'Iran sera à long terme l'un des principaux fournisseurs gaziers des marchés régionaux (Turquie, Inde et UE). À l'inverse, la présence de l'Iran sur le marché international – qui nécessite l'acquisition de la technologie GNL –

⁷¹ Après la Russie et les États-Unis.

⁷² Voir Narsy Ghorbân, « Olaviat-e gom shode » (« Les priorités perdues »), *Etemad-e melli*, 26 novembre 2007.

⁷³ « BP Statistical Review of World Energy », juin 2007.

semble suspendue à l'amélioration des relations irano-occidentales ou, à plus long terme, à la maîtrise de cette technologie par des sociétés énergétiques de pays émergents tels que la Chine, la Russie ou l'Inde.